Les Antilles

l'Université de la Colombie-Britannique à l'époque où la confédération de toutes les anciennes îles britanniques des Antilles provoquait de grandes discussions chaque fois que nous rencontrons un étudiant de ces îles magnifiques. Ces gens vivaient des heures d'exaltation, pleines de promesses. J'ai toujours déploré, comme d'autres députés, j'en suis sûr, de voir ce rêve s'anéantir si peu de temps après sa réalisation. Quoi qu'il en soit, que toutes les démocraties à tradition britannique en tirent la leçon de ne pas recourir à des référendums pour chercher à stabiliser des situations. Il y eut scission au sein de la fédération, qui fut détruite.

Il reste, en un sens, encore certains éléments, et le député de Hillsborough en a mentionné quelques-uns. Il est tentant parfois pour un pays comme le nôtre de regarder vers le Sud. Je siégeais à la Chambre dans une législature antérieure lorsque les producteurs de betteraves à sucre de l'Ontario et de l'Alberta ont traversé une crise et ont maintes fois réclamé au gouvernement libéral de l'époque d'une politique nationale du sucre. La réalisation d'une telle politique aurait apporté beaucoup plus aux Antilles que n'importe quelle forme d'aide ou de cadeau, ou n'importe quel programme spécial. De plus, ces dernières années, elle nous aurait permis de réaliser des économies considérables lorsque les cours du sucre sont montés en flèche. Mais nous n'avions pas de politique sucrière nationale ni d'accords à long terme en vigueur. C'aurait aussi été le moment choisi pour intervenir énergiquement et lancer des programmes d'aide aux Antilles.

Je crois que le député de Lafontaine-Rosemont (M. Lachance) s'est montré un peu sévère vis-à-vis de cette proposition et des remarques du député de Hillsborough. Je ne vois vraiment rien qui ressemble là à une annexion. Il est arrivé de nombreuses fois au cours du développement de notre nation et du Commonwealth, ex-empire britannique, que des régions du monde demandent à être rattachées au Canada ou à l'Empire pour bénéficier des avantages que cela présentait. Parler d'annexion, c'est aller un peu loin.

J'aimerais toutefois adresser un avertissement au député de l'Île-du-Prince-Édouard. Cette proposition sera difficile à faire accepter dans l'Ouest, surtout en Colombie-Britannique. Je suis sûr qu'un grand nombre de mes électeurs y verront un plan destiné à attirer des habitants de la Colombie-Britannique à Toronto. On peut imaginer toutes les sortes d'agences de voyage véreuses qui se constitueraient pour organiser des voyages vers les îles Turks et Caicos pour une bouchée de pain et qui feraient faillite au moment de l'atterrissage du 747 à l'aéroport de Toronto. Les malheureux touristes se trouveraient alors obligés de dépenser à Toronto l'argent gagné au prix de leur dur labeur et de remplacer leur voyage de rêve par des vacances dans cette ville.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Des vacances?

M. Johnston: Comme solution de rechange, je suggère au député de Hillsborough de trouver un groupe d'îles semblables dans le Pacifique Sud. Je suis certain que les députés de Colombie-Britannique exigeront un compromis qui leur permette ainsi qu'à leurs commettants de la côte pacifique de profiter eux aussi du soleil d'été en plein hiver. Je me demande où l'on pourrait trouver ces îles en cherchant vers le Sud. Je n'ai pas l'impression qu'Alcatraz soit libre, et l'île de Pâques est un peu loin. On pourrait peut-être s'arranger avec la merveilleuse île Fiji, mais ce serait certes plus difficile que de s'entendre avec les îles Turks et Caicos. Il est un peu tard maintenant pour

[M. Johnston.]

demander le retour de San Juan, mais si le député pouvait arranger cela avec notre voisin du Sud, je suis sûr que tous les habitants de la Colombie-Britannique en seraient ravis.

Quelqu'un a mentionné l'île de Vancouver. Ma foi, nous espérons que le gouvernement fédéral prendra en fin de compte des mesures au sujet des moyens de transport entre l'île et le continent. On rêve d'un pont. Un jour viendra où le gouvernement d'Ottawa—je ne crois pas que ce soit alors un gouvernement libéral—appréciera à sa juste valeur les îles au large de notre côte du Pacifique. Aussi, tout en appuyant l'intéressante proposition présentée cet après-midi, je dois prévenir le député de Hillsborough des difficultés qui se poseront en Colombie-Britannique et lui faire remarquer que bien des gens favoriseraient peut-être le transfert des îles que l'on est en train d'aménager dans l'Arctique ou dans les mers du Nord, à une latitude qui assurerait le nombre d'heures ensoleillées qu'il envisage. Un arrangement comme celui-là contenterait peut-être ceux d'entre nous qui demeurent sur la côte du Pacifique de notre grand pays.

M. Maurice A. Dionne (Northumberland-Miramichi): Avant de commencer mes remarques sur l'intéressante motion à l'étude, monsieur l'Orateur, je pourrais dire au député qui vient de parler que, s'il était impossible de transporter une de ces îles du Nord dans le Pacifique, nous pourrions peut-être le transporter dans une de ces îles du Nord.

● (1650)

Dans sa motion, le député de Hillsborough (M. Macquarie) soulève une question qui intéresse depuis longtemps de nombreux Canadiens, et je pense pouvoir dire surtout les résidents des provinces de l'Atlantique. Les liens commerciaux qui unissent le Canada et les pays des Antilles du Commonwealth sont encore beaucoup plus anciens que la Confédération et représentent l'une des premières manifestations de l'entreprise commerciale canadienne. Au cours du siècle dernier, ces liens se sont développés et le Canada a fait dans ces pays d'importants investissements et, depuis 15 ans, il leur a apporté une aide au développement assez considérable. En fait, dans l'ensemble, les Antilles du Commonwealth sont le pays du monde qui a reçu du Canada le plus d'aide par habitant.

Il existe aussi des liens étroits à cause des nombreuses traditions que nous partageons, dont l'héritage des systèmes juridiques et parlementaires britanniques. Bien des dirigeants des Antilles ont fait leurs études au Canada, comme l'a dit le député, et certains sont d'anciens membres des Forces armées canadiennes. L'amitié qui lie depuis longtemps les Antilles du Commonwealth et le Canada a été récemment remise en lumière par la visite du premier ministre (M. Trudeau) à Trinité et Tobago, à la Barbade et en Guyane avant d'aller assister à la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth en Jamaïque.

Vu la multitude de liens qui lient le Canada et les Antilles du Commonwealth, il n'est pas surprenant qu'on ait parlé de temps à autre de la possibilité que ces rapports puissent aboutir à l'établissement de quelque forme de liens constitutionnels. Au moment de la Première Guerre mondiale, on a sérieusement étudié l'idée que le Canada assume les responsabilités de la Grande-Bretagne dans plusieurs des dépendances de ce qu'on appelle maintenant les Antilles du Commonwealth. Plus récemment, diverses personnes des Antilles du Commonwealth ont manifesté de l'intérêt pour des rapports constitutionnels de quelque